

Communiqué de presse

Zurich, le 22 octobre 2025

Les CFO suisses réclament plus de libre-échange à l'heure où plus d'un tiers d'entre eux s'attendent à des suppressions d'emplois en Suisse

Malgré les tensions géopolitiques persistantes, les conflits commerciaux et les nouveaux droits de douane américains, les responsables financiers (CFO) suisses se montrent plus confiants qu'au printemps. Néanmoins, un grand nombre d'entre eux s'attendent à la poursuite d'un environnement économique difficile et demandent aux acteurs politiques de prendre des mesures en faveur d'un libre-échange accru, [comme le révèle la toute récente enquête auprès des CFO menée par Deloitte](#). Plus d'un tiers des CFO s'attendent actuellement à des suppressions d'emplois en Suisse.

Aux yeux des CFO, les perspectives d'évolution de l'économie suisse se sont sensiblement améliorées depuis le creux qui a suivi le choc douanier du printemps dernier (voir illustration 1). Elles restent toutefois modérées pour la Suisse : en effet, 37% des CFO interrogés s'attendent à une évolution conjoncturelle négative, voire très négative, et 24% sont optimistes, voire très optimistes. C'est ce qui ressort de la toute dernière enquête auprès des CFO menée par la société d'audit et de conseil Deloitte Suisse.

Une reprise se dessine également au niveau des entreprises. Plus de la moitié (52%) des CFO interrogés portent un regard optimiste sur l'évolution financière de leur entreprise pour les douze prochains mois, contre moins de la moitié (23%) en avril. 36% s'attendent par ailleurs des marges en hausse.

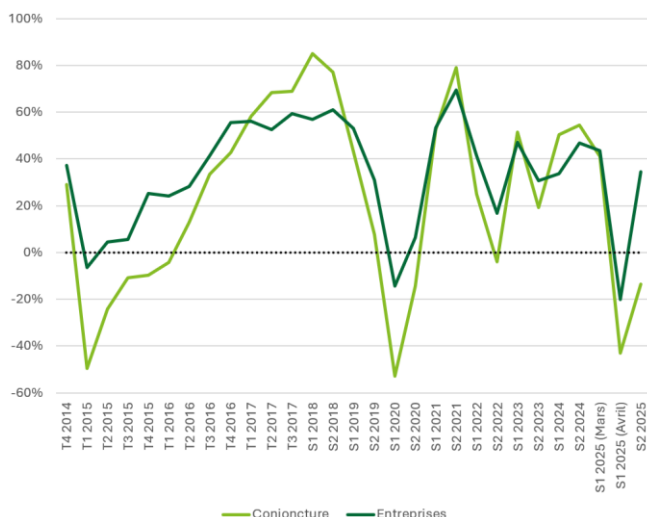


Illustration 1: Prévisions conjoncturelles des CFO pour la Suisse et perspectives commerciales pour leur propre entreprise au cours des 12 prochains mois. Le graphique n'indique pas des chiffres absolus, mais des soldes nets : mentions positives moins mentions négatives.

jusque dans la planification des ressources humaines : plus d'un tiers des CFO interrogés (37%) s'attendent en effet à des suppressions de postes sur les sites suisses de leurs entreprises au

Le sentiment concernant les principaux partenaires commerciaux met en lumière des différences frappantes : alors que les CFO continuent d'évaluer très négativement l'évolution économique des États-Unis et de l'Allemagne pour les douze prochains mois (États-Unis : 62% d'évaluations négatives, voire très négatives ; Allemagne : 48% d'évaluations négatives, voire très négatives), ils jugent nettement plus positives les perspectives pour la Chine (39% d'évaluations positives, voire très positives).

Délocalisation de l'emploi

La vigueur du franc suisse et les droits de douane américains de 39% sur plusieurs exportations suisses, introduits en août, mettent la place économique suisse sous pression. Un phénomène qui se ressent

cours des douze prochains mois. Parallèlement, un nombre similaire (35%) table sur une hausse de ses effectifs en poste à l'étranger, signe d'une délocalisation des emplois vers l'étranger.

« Nous observons de grandes incertitudes sur le plan international, mais les CFO restent relativement optimistes malgré le contexte actuel difficile. Le passé nous a appris que les entreprises suisses étaient habiles dans la gestion des situations difficiles et qu'elles savaient s'adapter. Les entreprises comptent sur leur expérience et leur agilité pour surmonter les défis actuels. Ce qui compte à présent, c'est que les acteurs politiques s'attèlent à améliorer le cadre économique général et s'attaquent aux réformes en suspens », explique Alexandre Buga, Associé et Responsable Suisse Romande chez Deloitte Suisse.

Le baromètre des préoccupations est corrélé aux risques mondiaux

Les principaux risques pour les entreprises sont, de fait, tous liés à des facteurs internationaux : les défis géopolitiques occupent toujours la première place du baromètre des préoccupations des CFO interrogés, suivis par les conflits commerciaux et les risques monétaires, qui ont fortement gagné en importance. La faiblesse du dollar américain face au franc suisse complique encore davantage les conditions d'exportation.

Au cœur des attentes : plus de libre-échange et la sécurisation du marché du travail libéral

En réaction à la hausse des barrières commerciales, les entreprises misent principalement sur des ajustements des prix de vente (34%) et des baisses de coûts (27%). 9% envisagent de délocaliser leur production à l'étranger ou de la répartir entre différents sites à l'étranger. Dans le même temps, de nombreux CFO voient dans la crise actuelle une opportunité pour accroître les investissements dans les technologies et les nouveaux secteurs d'activité afin de renforcer leur compétitivité et leur résilience à long terme.

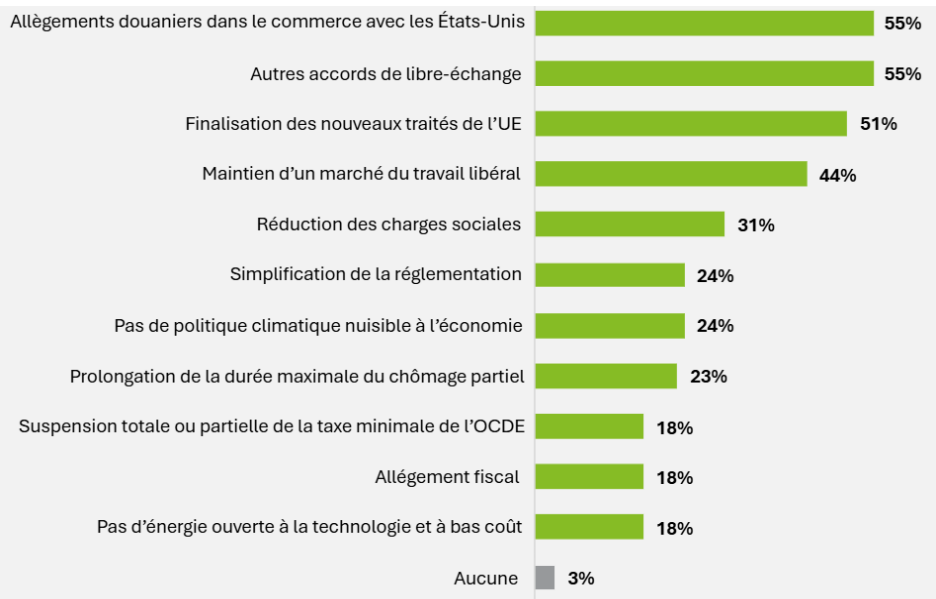


Illustration2 : Mesures politiques que la Suisse devrait mettre en œuvre selon les CFO.

Des facteurs externes tels que les droits de douane américains et les tensions géopolitiques mettent la place économique suisse à rude épreuve. Aussi les CFO interrogés réclament-ils des mesures ciblées pour améliorer l'attractivité économique du pays (voir illustration 2). Ils réclament en premier lieu de nouvelles négociations en vue d'une réduction des droits de douane américains sur les exportations suisses et la signature d'accords de libre-échange avec d'autres pays (55% des sondés sont d'accord sur ces deux points). Vient ensuite la signature de nouveaux accords avec l'UE (d'accord à 51%). La sécurisation d'un marché du travail libéral en Suisse demeure un critère important pour 44% des personnes interrogées. D'autres mesures, comme la suspension de l'impôt minimum de l'OCDE ou des allègements fiscaux généraux, ne sont citées dans le top 5 des

mesures prioritaires que par un faible nombre de CFO (18% pour chacune des mesures susmentionnées).

« La Suisse est et reste un pays exportateur. Ce dont notre économie attend aujourd'hui du monde politique, ce sont des signaux clairs et des mesures concrètes qui lui permettent de rester compétitive à l'international. La suppression des barrières commerciales, la promotion du libre-échange ainsi que de vastes mesures d'allègement de la bureaucratie s'avèrent cruciales. Ces mesures vont bien au-delà de la politique économique visant à renforcer l'attractivité de la place économique suisse : elles sont essentielles pour la stabilité de notre pays – pour l'emploi, les recettes fiscales et la pérennité de nos systèmes sociaux », souligne Michael Grampp, économiste en chef chez Deloitte Suisse.

À propos de l'étude

[La présente étude menée en Suisse auprès des CFO](#) a été réalisée en ligne du 8 mars au 29 septembre 2025. 119 CFO de tous les secteurs et travaillant tant dans des entreprises cotées que non cotées y ont participé. La présente enquête en est à sa 50^e édition depuis son lancement en 2009. Au cours des 16 dernières années, l'enquête a retracé les hauts et les bas de la marche de l'économie et des entreprises du pays du point de vue des CFO suisses. La crise de l'euro, le « choc du franc suisse », le Brexit et la pandémie ont laissé des traces, de même que les partenaires commerciaux en plein essor et le boom des nouvelles technologies.

Contact : Michael Wiget
Responsable Communication Externe
Tél. : +41 58 279 70 50
E-mail : mwiget@deloitte.ch

Contact : Kevin Capellini
Communication externe
Tél. : +41 58 279 59 74
E-mail : kcapellini@deloitte.ch

Deloitte Suisse

Deloitte offre des services intégrés en Audit & Assurance, Tax & Legal, Strategy, Risk & Transactions Advisory et Technology & Transformation. Nous associons notre vision et nos capacités d'innovation dans de multiples disciplines à notre connaissance du monde des affaires et de l'industrie pour accompagner nos clients dans leur trajectoire vers l'excellence, partout dans le monde. Avec environ 2'700 collaborateurs répartis sur les sites de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et à des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte North and South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL) qui emploie plus de 460'000 collaborateurs dans plus de 150 pays.

Note à la rédaction

Dans la présente information aux médias, la désignation Deloitte fait référence aux filiales suisses de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. DTTL et Deloitte NSE LLP ne fournissent pas elles-mêmes de services aux clients. Pour une description de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Les informations contenues dans cette information aux médias étaient correctes au moment de l'envoi.

